

( N° 36. )

## Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 DÉCEMBRE 1903.

### Établissement en Allemagne d'un droit d'entrée sur les gants envoyés en transit en Belgique pour y être cousus.

(Pétitions d'habitants d'Audenarde, Audenhove-Sainte-Marie, Audenhove-Saint-Géry, Boucle-Saint-Denis, Erwetegen, Elst, Grammont, Hoorebeke-Sainte-Marie, Lierde-Sainte-Marie, Maeter, Munckswalm, Meerbeke-lez-Ninove, Michelbeke, Nederbrakel, Pamel, Rooborst, Roosebeke, Sottegem, Strypen, présentées le 20 novembre 1903).

## RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE L'INDUSTRIE (1),  
PAR M. MAENHAUT.

MESSIEURS,

En date du 20 novembre 1903, des habitants d'un grand nombre de communes des pays d'Audenarde, de Sottegem, de Grammont et de Ninove font connaître à la Chambre les conséquences désastreuses qu'entraînerait pour la population ouvrière de ces contrées l'établissement par l'Allemagne d'un droit d'entrée sur les gants envoyés *en transit* en Belgique pour y être cousus, et sollicitent l'intervention de la Chambre pour obtenir le retrait de cette mesure.

L'industrie de la couture de gants allemands dans notre pays est devenue très florissante, et si un droit d'entrée était établi par l'Allemagne, c'en serait la ruine.

Voici brièvement l'historique de cette industrie, qui s'étend seulement dans la contrée comprise entre Denderleeuw et Audenarde.

(1) La Commission permanente de l'Industrie est composée de MM. Bauduin, Brabant, Carijtyvels, Cooremans, Dallemane, de Winter, Duquesne, Feron, Hubert, Hubin, Maenhaut, Trasenster, Van Langendonck, Verhaegen.

Il y a 35 ans, les fabricants de gants allemands obtinrent l'autorisation d'envoyer des gants en transit en Belgique afin d'y être cousus.

Bientôt, des relations très suivies s'établirent entre les deux pays et de modestes, elles ne tardèrent pas à prendre un grand développement. Ainsi l'Allemagne expédia des gants, afin d'être cousus dans notre pays :

En 1885, pour une valeur de . . . . .	fr. 208,500.00
En 1890, — — . . . . .	772,500.00
En 1900, — — . . . . .	5,575,577.00
En 1902, — — . . . . .	5,134,253.00

En 1903 (approximativement) pour environ la même somme qu'en 1902.

La plus grande partie de ces gants sont placés en Angleterre et en Amérique.

En 1896, d'après le recensement général des industries et des métiers, les arrondissements d'Alost et d'Audenarde comprenaient 1,966 entreprises de couture des gants allemands, occupant 3,166 personnes.

A Audenhove-Sainte-Marie, il y avait 237 entreprises de gants occupant 420 personnes ; à Erwetegem (Sottegem), 150 entreprises occupant 262 femmes ; à Ninove, 296 entreprises occupant 553 femmes ; à Oultre, 131 entreprises occupant 206 femmes ; à Lierde-Sainte-Marie, 138 entreprises occupant 259 femmes ; à Neder-Brakel, 152 entreprises occupant 175 personnes.

Aujourd'hui, cette branche d'industrie occupe dans tout ce pays environ 9,000 à 10,000 ouvrières.

A noter que cette industrie locale est une industrie toute familiale. En effet, dans chacune des communes énumérées, il y a des chefs d'entreprise qui reçoivent d'Allemagne les paquets de gants, coupés, et qui les répartissent entre un certain nombre de ménages.

C'est donc une industrie locale et familiale qui permet aux jeunes filles et à un grand nombre de ménagères de gagner leur vie en travaillant chez elles et en évitant l'atmosphère si pernicieuse de la fabrique.

Pourquoi ces pétitions, ces cris d'alarmes, Messieurs ! C'est que le Gouvernement allemand a fait savoir par arrêté ministériel, aux fabricants allemands de gants, qui expédiaient de la marchandise pour main-d'œuvre en Belgique, qu'il devrait protéger la couture nationale et frapper les gants cousus en Belgique de fr. 2.50 le kilo, et cela de la manière suivante :

Jusqu'à fin de 1904, *statu quo*.

Mais, en 1905 et 1906, 10 p. c. de la quantité totale paieraient les droits d'entrée ; puis 20 p. c. par année, de sorte qu'en 1910 la masse entière serait imposée du droit de fr. 2.50 le kilo.

Or, ce droit de fr. 2.50 le kilo est exorbitant et bientôt sera prohibitif.

Cette situation que l'Allemagne voudrait créer à l'industrie gantière belge est donc très alarmante et mérite d'attirer toute l'attention du Gouvernement.

Si, contrairement à nos espérances, cet état de choses était sans remède, que resterait-il à faire aux ouvrières, aux populations laborieuses des pays

d'Alost et d'Audenarde ? Leur unique ressource serait la ganterie belge, mais le maximum de la production belge ne peut dépasser le nombre de gants que l'Allemagne nous envoie à coudre et qui est de 5,000 à 6,000 douzaines par semaine!

Que va-t-il arriver ? Il se pourrait que l'Amérique fasse travailler directement ses gants en Belgique et s'y fournit. Mais ce qui est surtout à prévoir, c'est que tout ce monde du pays compris entre Denderleeuw et Audenarde voudra travailler pour la Belgique et que les prix seront complètement avilis ; l'ouvrière devra travailler pour un prix dérisoire ; la plupart seront sans ouvrage, les autres gagneront trop peu pour vivre.

En résumé, si l'on ne trouve pas moyen de faire revenir l'Allemagne en tout ou en partie sur sa décision, c'est le chômage et la ruine pour presque toute la population de cette partie du pays, maintenant fort prospère, grâce à cette industrie locale et familiale.

Aussi, votre Commission de l'industrie et du commerce, vu les considérations qui précédent, à l'unanimité de ses membres propose à la Chambre de renvoyer les pétitions présentes à MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances, et de les signaler d'une manière toute spéciale à leur bienveillante attention avec prière de faire auprès du Gouvernement allemand tout ce qui est possible pour écarter ou atténuer le droit d'entrée de fr. 2.50 au kilo dont il voudrait frapper les gants expédiés en transit d'Allemagne et cousus en Belgique.

*Le Secrétaire-Rapporteur,*

J. MAENHAUT.

*Le Président,*

JEAN DE WINTER.



( )

(Nr 36.)

## Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 DECEMBER 1903.

**Heffing, in Duitschland, van een invoerrecht op handschoenen, in doorvoer naar België gezonden om er te worden genaaid.**

(Verzoekschriften van ingezetenen van Oudenaarde, Sinte-Maria-Oudenhove, Sint-Goorix-Oudenhove, Sint-Denijs-Boucle, Erwetegen, Elst, Geeraardsbergen, Sinte-Maria-Hoorebeke, Sinte-Maria-Lierde, Mater, Munkzwalm, Meerbeke-bij-Ninove, Michelbeke, Nederbrakel, Pamel, Rooborst, Roosebeke, Zottegem, Strijpen, overgelegd den 20<sup>e</sup> November 1903.)

## VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE (\*) VAN NIJVERHEID UITGEBRACHT  
DOOR DEN HEER MAENHAUT.

MIJNE HEEREN,

In dato van den 20<sup>e</sup> November 1903, vestigen ingezetenen van een aantal gemeenten uit de streken van Oudenaarde, Zottegem, Geeraardsbergen en Ninove de aandacht der Kamer op de noodlottige gevolgen, die het heffen door Duitschland van een invoerrecht op handschoenen, *in transitu* naar België verzonden om er te worden genaaid, zou hebben voor de arbeidersbevolking dier streken, en vragen om tusschenkomst der Kamer, ten einde intrekking van dien maatregel te bekomen.

Het naaien van Duitsche handschoenen in België is een zeer bloeiende tak van nijverheid geworden, en hij zou ten onder gaan, moest er door Duitschland een invoerrecht worden geheven.

Ziehier in korte bewoordingen de geschiedenis van deze nijverheid, die slechts word uitgeoefend in de streek begrepen tuschen Denderleeuw en Oudenaarde.

Vijf en dertig jaar geleden, verwierven Duitsche handschoenfabrikanten

(\*) De bestendige Commissie voor Nijverheid bestaat uit de heren Beauduin, Brabant, Cartuyvels, Cooremans, Dalemagne, de Winter, Duquesne, Feron, Hubert, Hubin, Maenhaut, Trasenster, Van Langendonck, Verhaegen.

oorlof om naar België, in transito, handschoenen te verzenden, opdat deze er genaaid zouden worden.

Dra ontstonden er geregelde betrekkingen tuschen beide landen, die, onbeduidend bij den aanvang, spoedig groote uitbreiding kregen. Zoo verzendt Duitschland naar België handschoenen om er te worden genaaid :

In 1885, voor eene waarde van . . . . .	fr. 208,500.00
In 1890, — — . . . . .	772,500.00
In 1900, — — . . . . .	5,575,577.00
In 1902, — — . . . . .	5,134,253.00
In 1903, nagenoeg dezelfde som als in 1902.	

Het meerendeel dier handschoenen worden naar Engeland en Amerika gestuurd.

Volgens de algemeene opneming der nijverheidstakken en ambachten in 1896, waren er in de arrondissementen Aalst en Oudenaarde 1,966 werkplaatsen waar Duitsche handschoenen werden genaaid, met 3,166 werklieden.

Te Sinte-Maria-Oudenhove, waren er 237 met 420 personen ; te Erwetegem (Zottegem), 150 met 262 vrouwen ; te Ninove, 296 met 533 vrouwen ; te Aalst, 131 met 206 vrouwen ; te Sinte-Maria-Lierde, 138 met 239 vrouwen ; te Nederbrakel, 132 met 175 personen.

Thans werken daarin, in gansch het land, van 9,000 tot 10,000 arbeidsters.

Er valt op te merken dat deze plaatselijke nijverheid in den huiskring wordt uitgeoefend. In iedere van de opgesomde gemeenten zijn er ondernemers, die de pakken handschoenen uit Duitschland ontvangen en ze verdeelen over een aantal gezinnen.

Dus eene plaatselijke en huishoudelijke nijverheid, die jonge meisjes en een aantal huisvrouwen veroorlooft haar brood ten huize te verdienen, verre van den zoo verderfelijken kring der fabriek.

Waarom deze verzoekschriften, deze alarmkreten, Mijne Heeren ? Omdat de Duitsche regeering de Duitsche handschoenfabrikanten, die naar België handschoenen zonden om er bewerkt te worden, bij ministerieel besluit liet weten dat zij het naaiwerk in Duitschland moest beschermen en te in België genaaide handschoenen moest treffen met fr. 2.50 per kilo, en wel op de volgende wijze :

Tot einde 1904, *statu quo*.

Doch in 1905 en 1906 zou 10 t. h. van de gansche hoeveelheid invoerrechten betalen; vervolgens 20 t. h. per jaar, zoodat in 1910 de gansche massa belast zou zijn met een recht van fr. 2.50 per kilo.

Dat recht van fr. 2.50 per kilo is overdreven en zal eerlang een verbodsrecht zijn.

Deze toestand, waarin Duitschland de Belgische handschoennijverheid wil brengen, is dus hoogst onrustbarend en verdient gansch de aandacht der Regeering.

Ware er, tegen onze hoop in, geen hulpmiddel tegen dien toestand,

wat blijft er de werkvröuwen, de arbeidzame bevolking uit het land van Aalst en Oudenaarde te doen? Haar eenig hulpmiddel ware de Belgische handschoenmakerij, doch het maximum van de Belgische voortbrenging kan niet meer bedragen dan het aantal handschoenen dat Duitschland ons zendt om te naaien, en zoowat 5,000 tot 6,000 twaalfstallen per week bedraagt!

Wat zal er gebeuren? 't Kan zijn dat Amerika zijne handschoenen rechtstreeks in België zou doen bewerken en daar koopen. Doch wat vooral is te voorzien, al die lieden in 't land gelegen tuschen Denderleeuw en Oudenaarde zullen willen werken voor België en de prijzen zullen verlaagd worden; de arbeidster zal tegen een bespottelijken prijs moeten werken; het meerendeel zullen geen werk vinden, de andere te weinig verdienen om te leven.

Kortom, wordt er geen middel gevonden om Duitschland zijne beslissing geheel of ten deele te doen intrekken, dan is er geen werk meer en slechts ondergang voor nagenoeg de gansche bevolking van dit gedeelte des lands, thans zeer bloeiend, dank aan die plaatselijke huisnijverheid.

Ook doet uwe Commissie voor Nijverheid en Koophandel, gezien bovenstaande bedenkingen, eenparig aan de Kamer het voorstel om de verzoekschriften te verzenden naar de heeren Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Financiën, en er hunne bijzondere aandacht op te vestigen, met de bede om bij de Duitsche Regeering het mogelijke aan te wenden, ten einde het invoerrechtf van fr. 2.50 per kilo, dat zij zou willen heffen op handschoenen die uit Duitschland worden ingevoerd en in België genaaid, af te keeren of te verzachten.

*De Secretaris-Verslaggever,*

J. MAENHAUT.

*De Voorzitter,*

JAN DE WINTER.

